

Brèves économiques et financières

Semaine du 18 au 24 mai 2018

Résumé :

- Le Brésil prend des mesures face aux grèves des transporteurs, consécutives à la hausse du cours du pétrole
- Les indicateurs de confiance de l'offre et de la demande à la baisse pour le mois de mai
- L'excédent courant et les IDE en deçà des prévisions du marché sur le mois d'avril
- Les inégalités augmentent en 2018 : les plus pauvres voient leur revenu baisser de -5% sur le T1
- Evolution des marchés du 18 au 24 mai 2018

Le Brésil prend des mesures face aux grèves des transporteurs, consécutives à la hausse du cours du pétrole

Alors que le cours du pétrole est en forte hausse, avec un baril de Brent passant au-dessus des 80 \$ (alors qu'il était à 50 \$ en juillet dernier), le gouvernement brésilien souhaite répondre aux grèves des transporteurs contre la hausse du prix des combustibles entraînant une potentielle pénurie d'essence dans le pays. En effet, les transporteurs protestent contre les hausses successives du prix des combustibles, et contre la nouvelle politique de Petrobras, dont les prix de ventes suivent désormais directement ceux des cours internationaux.

Pour faire face aux protestations, le gouvernement est tout d'abord parvenu à obtenir l'accord du Congrès pour supprimer l'impôt CIDE (Contribution d'Intervention dans le Domaine Economique) sur le Diesel à 0% (contre 1% auparavant). L'impact sur le prix au litre de la suppression du CIDE devrait être relativement faible, dans la mesure où le CIDE ne représentait que 1% sur les 27% d'imposition sur le Diesel, cela équivaldrait à une baisse de -0,05 R\$ par litre de Diesel. Cette mesure pourrait, malgré tout, être synonyme d'une perte de 2,5 Mds R\$ pour l'Etat en terme de recettes.

Pour les syndicats de transporteurs, cette mesure n'est pas suffisante : en conséquence, les grèves ont continué. Pour éviter une pénurie d'essence, liée à l'absence d'approvisionnement des combustibles par les transporteurs, Petrobras a décidé de faire exception à sa politique de suivi des cours internationaux, en annonçant une baisse de 10% de prix des carburants pendant les 15 prochains jours.

Le cours du pétrole a été tiré à la hausse par des inquiétudes sur les productions iraniennes et vénézuéliennes, et donc sur une baisse de l'offre de pétrole au niveau mondial (induisant une hausse du prix). En effet, les Etats-Unis ont décidé de sortir de l'accord sur le nucléaire iranien et de réengager les sanctions économiques contre le pays, induisant ainsi des restrictions sur les exportations de pétrole iranien et donc sur sa production. Depuis la fin des sanctions, la production iranienne était montée jusqu'à 3,8 millions de barils par jour, contre un plafond de 1 millions par jours pendant la période des sanctions

Du côté du Venezuela, le niveau de production est en chute continue, en ligne avec la crise économique et politique qui frappe le pays. En novembre 2017, le Venezuela et sa compagnie pétrolière nationale PDVSA ont été déclarés en défaut partiel par plusieurs agences de notation. La réélection de Maduro jusqu'en 2025 n'a pas rassuré les marchés et le pays pourrait faire l'objet d'un durcissement des sanctions économiques internationales.

Les indicateurs de confiance de l'offre et de la demande à la baisse pour le mois de mai

Alors que les résultats économiques de premier trimestre 2018 sont inférieurs aux attentes (baisse du PIB de -0,13%), les indicateurs de confiance du mois de mai ne poussent à l'optimisme.

En effet, l'indicateur de confiance de la FGV du secteur du commerce a enregistré sa plus forte baisse en trois ans (-4,1 pts, s'établissant à 92,6 pts). Cette baisse est expliquée par la dégradation du marché du travail, réduisant le pouvoir d'achat, l'incertitude croissante vis-à-vis des élections et l'impact potentielle de la grève des transporteurs, provoquant une pénurie de produits dans certaines régions. Malgré tout, la faiblesse de l'inflation et des taux d'intérêts pourraient faire remonter l'indicateur dans les prochains mois.

Dans le secteur industriel, la confiance est également sur le recul, que ce soit selon l'indicateur de la FGV ou du CNI (Confédération Nationale de l'Industrie). Ces deux indicateurs ont reculé pour le second mois consécutif, en ligne avec l'instabilité du BRL, les tensions commerciales internationales et l'incertitude électorale.

L'indice de confiance des consommateurs est également à la peine, baissant de -2,5 pts par rapport à avril. Ce pessimisme touche toutes les catégories de revenus. Comme pour les autres indicateurs, les mauvais résultats économiques du début d'année (notamment le chômage) et l'incertitude électorale sont invoqués pour expliquer cette baisse de confiance dans l'avenir.

L'excédent courant et les IDE en deçà des prévisions du marché sur le mois d'avril

Le Brésil a enregistré un excédent de ses transactions courantes de +620 M USD au mois d'Avril, bien en dessous des attentes de la Banque Centrale (BC), qui s'élevaient à +1,5 Md USD. L'année dernière, cet excédent avait atteint +1,1 Md USD. Il s'agit tout de même, du troisième résultat mensuel positif consécutif.

Pour le premier trimestre 2018, le solde est déficitaire de -2,6 Mds USD. Lors des 12 mois précédents, le Brésil avait enregistré un déficit extérieur de -8,8 Mds USD, l'équivalent de 0,43% du PIB national. Pour le mois de mai, la Banque Centrale brésilienne prévoit un nouveau surplus, de 2,5 Mds USD. Concernant l'ensemble de l'année 2018, l'autorité monétaire prévoit un déficit de 23,3 Mds USD, soit 1,09% du PIB.

Le Brésil a historiquement une balance courante négative (-1,4% du PIB en 2017 et -1,3% en 2016) **et la dépréciation du BRL (cf. ci-dessous) devrait mécaniquement creuser le déficit dans les prochains mois** en raison de la faible élasticité des prix des exportations-cotés en USD pour les matières premières- contrairement à ceux des produits manufacturés importés.

Les investissements directs réalisés au Brésil ont également affiché un niveau inférieur aux prévisions de la Banque Centrale au mois d'Avril, 2,6 Mds USD contre 3,0 Mds USD. L'année dernière, à la même période, les IDE vers le Brésil avaient atteint 5,6 Mds USD. Depuis le début de l'année, le Brésil a enregistré 20,4 Mds USD d'investissements directs contre 29,3 Mds USD sur le même intervalle en 2017.

Sur les 12 mois précédents, les IDE avaient atteint 61,7 Mds USD, soit plus de 3% du PIB, ce niveau permet largement de couvrir le déficit des comptes courants sur la même période. La Banque Centrale prévoit, pour le mois de Mai, une entrée de 3,0 Mds USD d'IDE, contre 2,8 Mds USD à la même période en 2017. Pour l'ensemble de l'année, la prévision est de 80,0 Mds USD, soit 3,75 % du PIB.

Le dynamisme des IDE au Brésil permet de couvrir une balance courante historiquement déficitaire. La France participe activement à ce dynamisme : la Banque de France a publié ses données sur les IDE en 2017 : **les flux d'IDE de la France vers le Brésil** se sont élevés à près de +2,0 Mds EUR en 2017, une valeur stable par rapport à 2016.

En termes de stock d'investissement direct, le Brésil se positionne au 11^{ème} rang, avec 23,6 Mds EUR et est le premier pays émergent dans lequel la France investit. Ce niveau est en hausse par rapport aux années de récessions récentes qui avait vu les IDE français reculer de 25,2 Mds EUR à 22,3 Mds EUR. Vu du côté brésilien, **la France reste le 5^{ème} investisseur au Brésil en termes de stocks d'IDE (28,5 Mds USD), depuis 2010, et représente environ 6% des IDE au Brésil derrière les Pays-Bas, les USA, l'Espagne et le Luxembourg.** Dans le détail, 52% du stock d'IDE français sont dans le secteur des services, avec 25% en activités financières, 12% dans l'automobile et 10% dans le commerce de détail. 35% sont dans l'industrie manufacturière, et 9% dans l'industrie extractive.

Les inégalités augmentent en 2018 : les plus pauvres voient leur revenu baisser de -5% sur le T1

La reprise économique en 2017, après deux années de récession, s'accompagne d'une hausse des inégalités au Brésil d'après une étude la fondation Getulio Vargas. En effet, les deux derniers quintiles de revenus, soit les 40% de la population les plus pauvres ont vu leur revenu baisser au cours du premier trimestre alors que les strates intermédiaires et supérieures ont connu une hausse de leur revenu. **Le revenu mensuel des 20% plus pauvres est notamment passé de 400 R\$ à 380R\$ (en termes réels), soit une baisse de -5,0%, alors que le revenu des 20% les plus riches est passé de 5 579 R\$ à 6131 R\$ (hausse de +10,8%).**

En conséquence, l'indice Gini, mesurant le degré d'inégalité d'un pays s'est détérioré, passant de 0,565 à 0,568 sur le trimestre (indice compris entre 0 et 1, plus l'indice se rapproche de 0, plus le pays est égalitaire).

Ce creusement des inégalités est en partie lié à la dégradation de l'emploi sur le premier trimestre pour les personnes les moins qualifiés dont notamment l'emploi informel privé qui a baissé de -3,6% sur le trimestre par rapport à décembre.

Renda média por quintil*

	1 ^o tri 2017	1 ^o tri 2018	Varição - %
1^o Quintil	R\$ 5.534,27	R\$ 6.130,58	10,8
2^o Quintil	R\$ 1.808,65	R\$ 2.006,94	11,0
3^o Quintil	R\$ 1.254,77	R\$ 1.308,61	4,3
4^o Quintil	R\$ 962,63	R\$ 945,04	-1,8
5^o Quintil	R\$ 400,08	R\$ 380,11	-5,0

Índice de Gini, incluindo desempregados



Evolution des marchés du 18 au 24 mai 2018

Indicateurs ¹	Variation Semaine	Variation Cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-5,8%	+4,6%	79 720
Risque-pays (EMBI+ Br)	+16pt	+36pt	270
Taux de change USD/R\$	-1,6%	+10,3%	3,65
Taux de change €/R\$	-1,8%	+7,8%	4,29

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Rédacteur : Stéphane GODARD-Conseiller Financier ; Vincent GUIET-adjoint.

¹ Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Bloomberg.